

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 11 septembre 2007

Nombre d'élus :19

En fonctions : 18

Présents : 14

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: M. GRETHEN - NICOLAY - QUINIO - INFANTI - Adjoints.

Mmes GAUGIN – ANTOINE – MAHIEU - PEUTOT

M. DHIOS - KAUFFER - OMINETTI - VINCENT - FLORI Conseillers.

Absents excusés : M. BOYER → procuration à M. STRAUB
Mme ANTONIADIS → procuration à Mme GAUGIN
Mme KASSAM
M. NEYHOUSER

Date d'envoi de la convocation : 4 septembre 2007

Secrétaire de séance : Monsieur FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 12 juillet 2007.
2. SACR 2008.
3. Échange de terrains (partie) parcelles cadastrées section 2, n°128 et n°129.
4. Acquisition de terrain – Décision à intervenir.
5. CA2M – Signature de la convention portant sur l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols
6. Renouvellement crédit de trésorerie.
7. Impôts directs – Informations et décisions
8. Création d'une vélo-route sur les communes de Ban St Martin, Longeville et Scy-Chazelles
9. Gestion de la population de chats semi sauvages – Décision à intervenir.
10. Demandes de subventions.
11. SAUR – Rapport annuel sur l'eau 2006
12. Droit de préemption urbain
13. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 JUILLET 2007

Monsieur GRETHEN demande que soit ajoutée au compte rendu du Conseil Municipal du 12 juillet son intervention concernant le point n° 5 : « Tarifs 2007/2008 – Accueil périscolaire – mercredis éducatifs – centre de loisirs », à savoir :

Il souhaite que la Commission des affaires scolaires étudie une politique sociale pour le subventionnement des repas et autres prestations de l'accueil périscolaire.

M. le Maire précise que des réductions existent déjà:

- des abattements de 10 à 30 % sont accordés sur l'ensemble des prestations aux parents des enfants habitant la Commune en fonction de leurs revenus.
- Une réduction de 50 % sur le repas du 3^{ème} enfant pour les familles sigéo-castelloises ayant 3 enfants inscrits à l'accueil périscolaire.
- Par ailleurs, une aide aux familles est en place par l'intermédiaire d'abattements sur la taxe d'habitation modulés en fonction du nombre d'enfants à charge.

Aucune autre remarque n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 12 juillet 2007 est approuvé.

2) SACR 2008

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la mise en place future d'une réforme du dispositif d'aides aux Collectivités du Conseil Général aujourd'hui articulé en 3 parties : le SACR, le PDAU et le barème cadre qui devrait entrer en application en 2009.

Ceci implique la mise en place pour 2008 de dispositifs transitoires car l'Assemblée départementale a choisi de ne pas ouvrir de nouveaux contrats pour 2008 (les contrats 2005-2007 arrivant à terme).

C'est pourquoi le Conseil Général propose aux communes sous contrat jusqu'en 2007, de bénéficier du tiers de leur enveloppe maximale pour l'année 2008, dans la mesure où elles auront présenté de nouveaux projets conformes aux modalités du SACR et de la PDAU et satisfait aux obligations qui s'imposent à elles dans la mise en œuvre de leur contrat 2005-2007.

SCY-CHAZELLES qui s'était engagée dans le cadre d'un contrat SACR (Soutien à l'Aménagement des Communes Rurales) pour la période 2005-2007 peut bénéficier d'une enveloppe maximale de 91 747 €.

Le dépôt des dossiers complets doit se faire avant le 15 octobre 2007. Ceux-ci feront l'objet d'un examen en début d'année 2008.

M. QUINIO informe le Conseil qu'il serait souhaitable de différer la demande de subvention pour l'aménagement de la rue de l'Abbé Roget au SACR 2009 afin de faire bénéficier du SACR 2008 le projet d'aménagement du parc de l'Archyre.

En effet, suite aux problèmes d'évacuation des eaux de ruissellement et des eaux pluviales qui provoquent, en cas de fortes pluies, le débordement du ruisseau de la Fontaine, la CA2M a missionné un bureau d'études qui préconise la solution d'un bassin de rétention dans le parc de l'Archyre. La CA2M prend à sa charge cette réalisation pour un montant de 250 000 € H.T. les travaux devant avoir lieu courant 2008.

Monsieur le Maire précise que la Préfecture a demandé depuis plusieurs années, dans le cadre de la protection contre les crues, le curage du ruisseau de la Fontaine. Plusieurs entreprises avaient alors été sollicitées mais, au vu de la complexité des travaux, aucune suite n'a été donnée.

C'est pourquoi, il convient de profiter de la décision de la CA2M d'entreprendre ces travaux pour les intégrer dans notre projet d'aménagement paysager.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à faire acte de candidature pour adhérer au SACR.
- **charge** Monsieur le Maire d'adresser pour le 15 octobre 2007 aux services départementaux la présente délibération ainsi que le ou les dossiers complets.
- **donne délégation** à Monsieur le Maire pour signer ladite convention et les avenants éventuels.
- **autorise** le Maire à lancer le projet suivant « Aménagement paysager du Parc de l'Archyre » pour un montant de 150 000 € HT.

Adopté à l'unanimité.

3) ÉCHANGE DE TERRAINS DE SURFACES ÉQUIVALENTES

Rapporteur : M. GRETHEN

Monsieur GRETHEN informe l'Assemblée que Monsieur RABOIN demeurant 7 rue Alfred Pichon possède un terrain à l'arrière de sa propriété cadastré, section 2, n° 128. La Commune est propriétaire du terrain voisin cadastré, section 2, n° 129.

Monsieur RABOIN souhaiterait procéder à un échange de terrain pour une contenance équivalente.

M. GRETHEN précise que cela a un intérêt pour la Commune car elle possède les terrains de part et d'autre de cette parcelle et cela rendrait les parcelles plus homogènes.

La Commune a demandé à Monsieur ADAM, Géomètre expert, de bien vouloir établir un PV d'arpentage provisoire. M. RABOIN céderait à la Commune 17 ares 15 ca de la partie haute de la parcelle 128 et la Commune lui donnerait 17 ares 15 ca de la partie basse de sa parcelle.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** cet échange de terrain.
- **décide**, en accord avec M. RABOIN, de partager à parts égales les frais d'arpentage à venir.
- **autorise** M. GRETHEN Adjoint, à représenter la Commune dans l'acte à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

4) ACQUISITION DE TERRAIN - DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur QUINIO

Monsieur QUINIO informe le Conseil qu'il entre dans l'intention de la Commune de racheter une partie de la parcelle cadastrée section 1, n°261 appartenant à Monsieur et Madame MAHLER.

Cette parcelle se situe plus précisément au niveau de la place du Paron. Il s'agit d'un petit triangle de 12 m² en bordure de la rue du Saint Quentin.

Le propriétaire avait souhaité que la transaction se fasse au prix estimé par les Domaines. Une demande a donc été faite en date du 24 juillet 2007. La valeur vénale de ce bien est de 33 €/m²

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** l'acquisition de ce terrain au prix proposé par le Service des Domaines, après accord définitif du propriétaire.

- **décide** la prise en charge des frais d'arpentage de la parcelle à céder.
- **autorise** M. GRETHEN, Adjoint, à représenter la Commune dans l'acte administratif à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

5) CA2M – SIGNATURE DE LA CONVENTION PORTANT INSTRUCTION DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION ET UTILISATION DES SOLS

Rapporteur : Monsieur GRETHEN

Monsieur GRETHEN informe le Conseil qu'en raison de l'intervention de divers textes législatifs et réglementaires qui tendent à modifier le Code de l'Urbanisme en ce qui concerne le régime et la gestion des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols, il y a lieu d'adapter à la nouvelle réglementation la convention d'instruction de ces autorisations signée entre la Commune et la CA2M.

Il donne lecture des modifications apportées et précise que la convention est à la disposition des personnes intéressées.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- ⇒ **approuve** la convention relative à l'instruction par la CA2M des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols.
- ⇒ **autorise** le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité.

6) RENOUELEMENT CRÉDIT DE TRÉSORERIE

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Après avoir entendu le rapport de Monsieur NICOLAY

VU le projet de DEXIA CLF Banque

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, a pris les décisions suivantes :

Article 1^{er} – Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la Commune de SCY-CHAZELLES décide de contracter auprès de DEXIA CLF Banque une ouverture de crédit d'un montant maximum de 150 000 € dans les conditions suivantes :

- **Montant** 150 000 €
- **Durée** 1 an
- **Facturation trimestrielle**
- **Index** EONIA
- **Marge** 0,30 %
- **Commission** 150 €

Article 2 – Le Conseil Municipal autorise le Maire à signer le contrat d'ouverture de crédit avec DEXIA CLF Banque.

Article 3 – Le Conseil Municipal autorise le Maire à procéder sans autre délibération aux demandes de versements de fonds et aux remboursements des sommes dues dans les conditions prévues dans le contrat d'ouverture de crédit de DEXIA CLF Banque.

Adopté à l'unanimité.

7) IMPÔTS DIRECTS – INFORMATIONS ET DÉCISIONS

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. le Maire rappelle à l'Assemblée les Collectivités locales peuvent, par délibération, accorder des exonérations et des abattements aux contribuables résidant sur leur territoire pour renforcer l'attractivité économique (aider les entreprises à s'installer) pour soutenir le développement de certaines initiatives ou pourvoir en aide financièrement certaines catégories de redevables etc.

Pour être applicable en 2008, les délibérations relatives aux exonérations ou abattements portant sur les taxes directes locales doivent être prises avant le 1^{er} octobre 2007.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

✕ **vote** le statu quo.

Adopté à l'unanimité.

8) CRÉATION D'UNE VÉLO ROUTE SUR LES COMMUNES DE BAN ST MARTIN – LONGEVILLE-lès-METZ ET SCY-CHAZELLES

Rapporteur : Monsieur QUINIO

Monsieur QUINIO rappelle que les communes de Ban Saint Martin, Longeville lès Metz et Scy-Chazelles ont pris la décision de réaliser une vélo route dénommée « Charles le Téméraire » sur la rive gauche de la Moselle. Cette voie fait partie d'un projet à l'échelon européen.

Il avait été prévu d'associer la commune de Moulins lès Metz également concernée, cependant, les statuts du syndicat ne permettent aucune prestation de service pour le compte d'une commune non adhérente (Moulins lès Metz faisant partie du Syndicat de voirie d'Ars sur Moselle).

Une consultation de maître d'œuvre sur honoraires forfaitaires a été lancée le 3 août 2007 en vue d'une étude préliminaire pour les 3 communes. Réception des offres prévue le 10 septembre. Puis, il sera demandé au bureau d'études retenu de déterminer le métré et l'enveloppe financière pour chaque commune. Les frais pourraient être répartis suivant cet estimatif.

Monsieur QUINIO demande au Conseil un accord de principe sur le projet de participation aux dépenses.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

✓ **donne un accord** de principe concernant la participation aux dépenses (maîtrise d'œuvre avec appel d'offre, attribution du marché, réalisation des travaux, coordination de sécurité, reproductions et envois des documents aux entreprises etc) de la Commune et la répartition entre les 3 Commune en fonction des métrés de chacune.

✓ Le Syndicat de Voirie de Metz Centre assurera la maîtrise d'œuvre.

Adopté à l'unanimité.

9) GESTION DE LA POPULATION DE CHATS SEMI SAUVAGES – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil que la Commune est confrontée à un problème de chats sans propriétaires dans le centre du village plus particulièrement.

Ces populations qui ne sont ni vaccinées ni stérilisées représentent un problème réel de santé publique.

Toutefois, si on applique la législation il appartient aux Maires de prendre toutes dispositions destinées à éviter la divagation animale, soit en créant une fourrière animale, soit en déléguant cette charge à un organisme en mesure de l'assumer.

Le cadre rural prévoit donc deux choses :

- La mise en fourrière et l'euthanasie des animaux sous statut légal de divagation.
- L'interdiction de nourrir les chats dont on n'est pas propriétaire.

Monsieur le Maire rappelle qu'un chat est en état légal de divagation s'il n'est pas identifié par tatouage ou transpondeur électronique permettant d'identifier son propriétaire ou, s'il est identifié, s'il se trouve à plus de 1000 mètres du domicile de son propriétaire.

La gestion de ce problème paraît donc très complexe mais il convient d'intervenir rapidement pour essayer d'enrayer le mécanisme de la surpopulation.

Après renseignements pris auprès de différents organismes, nous nous sommes rapprochés de la SPA d'ARRY seule organisation susceptible d'intervenir dans notre cas.

2 possibilités nous sont offertes :

1. Passer une convention de fourrière au prix de 0,60 €/habitant et par an.

La SPA mettra à notre disposition des cages afin de capturer les animaux. Il faudra ensuite les leur apporter. Ceux-ci seront alors stérilisés et, au mieux, proposés à l'adoption (mais, c'est rarement possible pour les chats sauvages ou semi sauvages), ou remis à l'endroit de leur capture après stérilisation ou euthanasiés en fonction de leur état de santé.

Tout ceci dépendra bien sûr du nombre de chats que le refuge de la SPA acceptera dans le cadre de cette convention.

2. Lancer une campagne de stérilisation avec participation de la Commune aux frais, soit 30€/animal. Dans ce cas, les chats seront remis sur le lieu de leur capture.

M. le Maire précise qu'à la date d'aujourd'hui, le responsable de la SPA d'Arry ne nous a pas communiqué le nombre de chats qu'il pourrait accepter dans le cadre de la convention.

Il demande à l'Assemblée de bien vouloir donner un accord de principe pour les démarches à venir et propose que dans l'immédiat une campagne d'information soit faite afin de sensibiliser la population à ce problème par tous les moyens en notre possession.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

✓ **donne un accord de principe** à la signature d'une convention fourrière avec la SPA en fonction des conditions qui nous seront proposées ou au lancement d'une campagne de stérilisation.

Adopté à l'unanimité.

10) DEMANDES DE SUBVENTIONS

Rapporteur : Monsieur INFANTI et M. le Maire

Monsieur INFANTI fait part au Conseil des demandes de subventions suivantes :

1. AS SCY-CHAZELLES pour la saison 2007/2008

Rapporteur : Monsieur INFANTI

M. INFANTI rappelle que depuis 2002, la Commune accorde la même subvention chaque année à l'AS SCY-CHAZELLES, à savoir 2 000 €. Puis il porte à la connaissance de l'Assemblée le bilan financier de l'année écoulée qui laisse apparaître un déficit de 890 €. Toutefois, après renseignements pris auprès du Club, il s'avère que chaque année des donateurs couvrent les déficits par leurs dons.

M. le Maire fait remarquer que ces dons devraient figurer au budget.

M. NICOLAY précise que la Commune a entrepris cette année la rénovation complète des vestiaires pour un montant de matériaux de 5 358,66 € (le travail ayant été exécuté par les services techniques) et qu'un état des lieux a été fait en présence d'un membre du Club.

M. INFANTI précise qu'il s'oppose une nouvelle fois au versement de cette subvention considérant que le Club n'organise aucune manifestation lui permettant de gagner de l'argent et qu'il ne participe pas à la vie communale. Seule la vente d'un calendrier complète leurs recettes, le reste provenant uniquement de subventions ou de dons.

M. le Maire précise qu'en aucun cas la subvention ne serait supprimée mais qu'à l'avenir il leur sera demandé un effort pour obtenir d'autres recettes afin de combler leur déficit annuel. Les futures subventions seront modulées en fonction des efforts consentis.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de verser la somme 2 000€ à l'AS SCY-CHAZELLES pour la saison 2007/2008.

Adopté par 11 voix pour

4 voix contre (Mme ANTOINE – M. FLORI – INFANTI – KAUFFER)

1 abstention (Mme PEUTOT)

2. Conseil de Fabrique

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'à l'occasion du départ à la retraite de Monsieur l'Abbé BLUM, il a été décidé de lui témoigner notre reconnaissance en participant à hauteur de 150 € au cadeau fait par le Conseil de Fabrique.

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir accorder une subvention de 150 € au Conseil de Fabrique à cet effet.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de verser une subvention de 150 € au Conseil de Fabrique pour le départ à la retraite de Monsieur l'Abbé BLUM.

Adopté à l'unanimité.

3. Secours Populaire Français

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le **Conseil Municipal**,

décide de ne pas donner suite à la demande de subvention formulée par le Secours Populaire Français..

11) SAUR – RAPPORT ANNUEL SUR L'EAU 2006

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil du rapport annuel 2006 du Service des Eaux de Montigny-lès Metz.

Il rappelle que l'exploitation du service des eaux a été déléguée en affermage à la SAUR depuis 1993. Elle assure la production et la distribution d'eau potable des communes de Montigny, Marly, Moulins lès Metz, Augny, Châtel Saint Germain et Scy-Chazelles (zone basse).

Quelques chiffres :

Longueur totale du réseau : 235 km

Prix de l'eau

Abonnement annuel (15m/m) : 8,96 €

	8
Prix au m3 consommé :	0,7641 €/m3
Redevance prélèvement - Agence de l'Eau :	0,047 €/m3
Redevance antipollution – Agence de l'Eau :	0,505 €/m3
HAGANIS (assainissement) :	1,23 €/m3
TVA :	5,5 %

Consommation

La SAUR dessert 10 996 abonnés pour un volume consommé de 2 592 230 m3
SCY-CHAZELLES (zone basse) représente 391 abonnés et 73 761 m3 d'eau consommée.

Qualité de l'eau

98 analyses bactériologiques et 112 analyses physico-chimiques ont été réalisées en 2006 par le Laboratoire Départemental. L'eau a été déclarée d'excellente qualité bactériologique et conforme aux exigences réglementaires.

Monsieur le Maire précise que ce rapport est à la disposition de chacun en Mairie.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

prend acte du rapport annuel 2006 du service des eaux de la Ville de Montigny.

12) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur GRETHEN

Monsieur GRETHEN informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- Immeuble 17 rue de Crimée
- Immeuble 53 Voie de la Liberté
- Immeuble 19 rue du Saint Quentin
- Immeuble 70 Voie de la Liberté
- Immeuble 64 rue Pichon
- Immeuble 6 chemin des Grandes Vignes

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain.

13) DIVERS

A) UEM – RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2006

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

M. NICOLAY donne connaissance au Conseil du rapport annuel de l'UEM relatif à l'exercice 2006.

Il porte sur des informations d'ordre économique, financier et technique relatives à la gestion des réseaux, la qualité de la fourniture d'électricité et la qualité de l'accueil apportée aux usagers.

Quelques chiffres pour la Commune :

- | | |
|--------------------------------------|------------------|
| ☛ Taux d'enfouissement du réseau BT | 66 % |
| ☛ Taux d'enfouissement du réseau HTA | 86 % |
| ☛ Temps moyen de coupure pour 2006 | 1 h 6 mn 12 sec. |

Panne permanente le 14 décembre due à un câble endommagé par une entreprise de terrassement.

Il précise que le document est tenu à la disposition du public en Mairie.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

prend acte du rapport annuel de l'UEM relatif à l'exercice 2006.

B) ENERGYM – MISE A DISPOSITION DE LA SALLE DE L'ESPACE LIBERTE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil du courrier de l'association ENERGYM demandant à la Commune la possibilité d'obtenir 1 heure d'occupation supplémentaire de la salle de l'Espace Liberté pour ses activités de gymnastique.

M. le Maire précise que cette association dispose déjà gratuitement de 4 heures hebdomadaires d'occupation de cette salle.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'accorder 1 heure supplémentaire d'occupation gratuite de la salle de l'Espace Liberté à l'association ENERGYM en précisant toutefois que toute autre demande devra être revue par le Conseil Municipal.

Adopté à l'unanimité.

C) ELECTIONS MUNICIPALES

M. le Maire informe l'Assemblée qu'il compte présenter une liste aux prochaines élections municipales.

SCY-CHAZELLES, le 17 septembre 2007

Le secrétaire de séance
André FLORI

Le Maire
Jacques STRAUB